

Recherches sociographiques



Vivre quelque part comme agir subversif: les solidarités territoriales

Raymond Beaudry et Hugues Dionne

Volume 37, numéro 3, 1996

Dynamiques territoriales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057072ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057072ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Puisant dans la tradition québécoise des études monographiques, les auteurs rappellent l'importance de l'espace dans la formation des solidarités de base, du lien social ; selon eux les manifestations de solidarité territoriale pourraient bien acquérir un caractère subversif compte tenu de la nature instrumentale et fonctionnelle des relations sociales actuelles et des exigences de mobilité commandées par la structure du travail. La lutte de la population de Saint-Clément pour le maintien de son bureau de poste est l'expression d'un refus de la société sans territoire et l'occasion de réfléchir sur le lien social.

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudry, R. & Dionne, H. (1996). Vivre quelque part comme agir subversif: les solidarités territoriales. *Recherches sociographiques*, 37(3), 537-557. <https://doi.org/10.7202/057072ar>

VIVRE QUELQUE PART COMME AGIR SUBVERSIF: LES SOLIDARITÉS TERRITORIALES

Raymond BEAUDRY
Hugues DIONNE

Puisant dans la tradition québécoise des études monographiques, les auteurs rappellent l'importance de l'espace dans la formation des solidarités de base, du lien social; selon eux les manifestations de solidarité territoriale pourraient bien acquérir un caractère subversif compte tenu de la nature instrumentale et fonctionnelle des relations sociales actuelles et des exigences de mobilité commandées par la structure du travail. La lutte de la population de Saint-Clément pour le maintien de son bureau de poste est l'expression d'un refus de la société sans territoire et l'occasion de réfléchir sur le lien social.

Les espaces que nous habitons sont tous, à divers degrés, des lieux où l'existence individuelle et collective est de plus en plus menacée dans son intégralité. Nos perceptions de l'espace sont en train d'être bouleversées, notre mesure du monde est en pleine mutation (ZUMTHOR, 1993; MORIN, 1990). Évidemment, l'appréhension des «lieux» est à échelle variable. Nous nous intéressons à ce qu'on nomme communément le milieu de vie, le «lieu anthropologique». Certains auteurs en parlent comme «cette construction concrète et symbolique de l'espace [...] à laquelle se réfèrent tous ceux à qui elle assigne une place, si humble ou modeste soit-elle» (AUGÉ, 1992, p. 68). Il est force structurante et support au déploiement matériel et symbolique des relations sociales entre les individus (BONETTI, 1994). Il s'agit d'un lieu géométrique simple qui peut aussi bien définir le village, le quartier que la maison. Aborder la question du lieu anthropologique, c'est essayer de mieux comprendre le rôle de l'espace dans l'élaboration des solidarités.

Nos recherches sur les résistances territoriales de communautés villageoises nous ont sensibilisés au rapport entre le monde social et le monde matériel (DIONNE, 1989). La détermination de populations décidées à « vouloir rester là » nous invite à approfondir l'approche sociologique de l'espace. Il se peut que le caractère éphémère des lieux contemporains de vie soit en train de modifier profondément les communautés humaines. S'interroger sur ce que signifie « vivre quelque part » est pertinent quand la vie en société se réduit de plus en plus à des espaces fonctionnels, passagers et marchands, alors que la puissance des lieux est peut-être précisément de fonder l'interaction sociale concrète et de nous rappeler constamment la permanence des besoins et des désirs humains. C'est comme si la solidarité sociale devait prendre appui sur une certaine territorialité pour pouvoir mieux se cimenter, elle qui est le fruit d'échanges, d'influences et de services entre les individus et les groupes. L'interrogation est d'autant plus importante dans le cadre des sociétés virtuelles annoncées. Elle nous invite à repenser l'espace dans la structuration du lien social (GIDDENS, 1987).

En tentant de mieux circonscrire la construction du « nous » ou de l'« être-ensemble », nous sommes inévitablement aux prises avec toute la tradition de la recherche en sciences sociales. Prendre l'espace comme un des paramètres à l'aide desquels se construit la société n'est certes pas nouveau lorsque l'on réfère à la tradition monographique québécoise; l'étude d'une société située et datée visait précisément à mieux comprendre la construction de solidarités élémentaires de communauté à partir d'un territoire concret et unifié. L'analyse des résistances villageoises peut nous aider à comprendre l'espace dans sa fonction constitutive du lien social. Il ne s'agit évidemment pas ici de promouvoir les solidarités primaires traditionnelles, mais d'analyser le rôle de la contiguïté spatiale dans la construction de la réalité sociale. Un bref retour sur les pratiques québécoises de résistance territoriale en milieu rural ainsi qu'une recherche monographique menée durant trois ans dans le village de Saint-Clément (MRC des Basques) nous permettront d'exprimer nos préoccupations concernant le rapport du monde social à l'espace.

Dans un premier temps, nous voulons rappeler la richesse de la tradition québécoise des études monographiques. Ces études manifestent une préoccupation pour la totalité que l'on cherche à reconstituer à travers les liens sociaux que tisse une communauté vivant sur un territoire précis, dans un lieu anthropologique déterminé. Un bref rappel de l'apport théorique et méthodologique de ces monographies nous permet de voir comment il est possible de renouer avec un tel outil d'enquête pour analyser les solidarités territoriales de base. Les premières études monographiques québécoises ont voulu précisément rendre compte du changement social et de la modification fondamentale des formes de solidarités qui en découlait. Autrefois, la permanence des lieux anthropologiques supportait des relations humaines récurrentes et assurait des règles plus stables d'interaction sociale; désormais, le caractère éphémère des lieux de vie dévoile la fragilité de l'ancrage des acteurs territoriaux.

La richesse des études monographiques tient précisément au fait de mettre en évidence cette écologie des solidarités sociales.

Dans un deuxième temps, nous tenterons d'illustrer comment ces solidarités primaires sont encore à l'œuvre dans le développement du territoire rural québécois ; nous le ferons en rappelant certaines pratiques de résistance territoriale. Paradoxalement, l'analyse des pratiques d'acteurs régionaux et ruraux luttant pour maintenir leurs milieux de vie peut nous aider à comprendre la puissance des lieux anthropologiques comme fondement des solidarités primaires. Nous ferons aussi référence à une étude monographique réalisée par recherche-action auprès d'une communauté rurale en résistance (BEAUDRY et DIONNE, 1994). Cette étude porte sur la lutte qu'ont menée les citoyens de Saint-Clément pour sauvegarder leur bureau de poste en 1992-1993. Il s'agit là d'une pratique singulière, révélatrice du processus de construction de la solidarité territoriale. De manière générale, les solidarités primaires nous semblent encore manifestes dans les localités rurales des régions périphériques dont plusieurs résistent à la fermeture depuis plus de vingt-cinq ans. Ces localités participent ainsi au renouvellement du sens commun en cherchant à poser les conditions de la vie en communauté. En rendant compte brièvement de ces pratiques, nous voulons indiquer le caractère subversif des résistances territoriales qui contestent les formes de régulation instrumentale dominantes dans la société contemporaine et rappellent l'importance des assises territoriales de toute vie en société. Cet acharnement à vouloir « rester chez nous » pourrait bien être l'expression, non pas d'un refus de changement de la part de communautés traditionnelles mal-adaptées, mais de la quête d'un développement local construit à la fois sur la logique fonctionnelle des intérêts particuliers et la logique territoriale des liens sociaux (FRIEDMANN et WEAVER, 1979). Pour nous, la détermination des populations rurales à « rester » provoque un questionnement sur la fonction sociologique du territoire — support et médiation de solidarités primaires — et oblige surtout à interroger les finalités mêmes de l'« être-ensemble » dans la société moderne construite sur la mobilité et la fonctionnalité des relations humaines. La communauté située et datée perd de son sens, la solidarité territoriale perd de sa puissance d'intégration lorsque la vie en société est construite sur des réseaux fonctionnels et instrumentaux d'individus sans attache, sur des échanges sans ancrage territorial. Vouloir « vivre quelque part » conduit à la critique de notre société contemporaine.

1. *La tradition monographique québécoise*

L'enquête monographique s'intéresse à une société située et datée ou à un territoire déterminé. Elle a la prétention de saisir la totalité d'une situation en mettant précisément en rapport la société à « son » espace. Le territoire est défini comme lieu anthropologique par l'existence de la communauté. Cette sorte de symbiose écologique entre la société et l'espace, entre les relations sociales et les relations spatiales

est un élément majeur permettant de comprendre la communauté, au-delà de la mesure complexe des périmètres effectifs de ces réalités géographiques et sociologiques.

1.1 *La communauté : lieu de la solidarité territoriale*

La sociologie s'est toujours intéressée au déclin des communautés territoriales découlant de la spécialisation spatiale engendrée depuis plus de deux siècles par la révolution industrielle (POLANYI, 1983). Ainsi, la question des formes de solidarités est au cœur de la sociologie naissante, aux prises avec la déstructuration des communautés. Le concept sociologique de « communauté » est né de ces grands bouleversements dans un effort de définition de nouvelles formes d'organisation sociale. « Elle [la notion de communauté] reflète grossièrement le conflit entre un ordre séculier et un ordre nouveau : la société moderne, incarnée par la ville industrielle et caractérisée par la compétition et les rapports utilitaires, est opposée à la communauté traditionnelle, habitat "naturel" de l'homme » (TIÉVANT, 1983, p. 244). La dichotomie *Gemeinschaft / Gesellschaft* ou communauté / société de TÖNNIES s'est progressivement imposée. Les concepts de communauté et de société y représentent les deux pôles antithétiques des formes d'interaction sociale et servent à expliquer les transformations des relations sociales au cours du siècle dernier. L'école de Chicago, qui marque la naissance de la sociologie urbaine, s'attache à définir des lieux d'articulations possibles des relations sociales et s'efforce de construire un modèle écologique général de l'espace en mettant en relation la structure sociale et la structure spatiale (GREFMEYER et JOSEPH, 1990; TIÉVANT, 1983, p. 246). Pour expliquer la dislocation de l'ordre ancien, ses tenants scrutent les caractéristiques de la société industrielle, en particulier la très forte division du travail. Les formes de contrôle social qui reposaient antérieurement sur les groupes primaires sont remplacées par des relations indirectes, secondaires et entraînent des modifications majeures dans chaque communauté, distincte de la société (LESSARD, 1972). Les rapports communautaires de la *folk society* se modifient progressivement (*folk-urban continuum*) pour devenir les socialités institutionnalisées de la société urbaine (REDFIELD, 1941).

La monographie, en se centrant sur la communauté locale, s'est toujours heurtée à la délimitation spatiale des groupes sociaux. L'École de Chicago tente de définir des aires écologiques, des « régions mentales » pour rendre compte de la spatialité des relations sociales. Stacey utilise pour sa part la notion de « système social local » pour réaliser des études de communautés locales dans une perspective comparative (STACEY, 1960). Robert L. Warren aborde la communauté locale en mettant en évidence les facteurs de dissociation et de délocalisation dans des dynamiques de concentration verticale au détriment de la dynamique horizontale désignant « la relation structurelle et fonctionnelle qui unit les diverses unités de la communauté » (MÉDARD, 1969, p. 24). Plusieurs pratiques d'organisation communautaire sont nées dans cette foulée, de la volonté de remodeler les tissus sociaux défaits par la civilisation industrielle.

Encore aujourd'hui, la charge historique et idéologique de la notion de communauté (BUSINO, 1986) rend difficile l'analyse des communautés locales, en même temps que le caractère polysémique de la notion en traduit la complexité (HILLERY, 1955). Cependant, cette tradition de recherche a permis de mieux poser la question du rapport du groupe à l'espace, du local au global (DUFOUR, FORTIN et HAMEL, 1991). La monographie locale, aussi bien villageoise qu'urbaine, nous entraîne dans la même démarche totalisante, celle de l'examen de l'interaction sociale d'un groupe localisé.

1.2 *Les monographies québécoises et les solidarités élémentaires*

Le passage de la société traditionnelle à la société moderne est un des thèmes majeurs de la sociologie québécoise. La recherche monographique y a fourni des matériaux empiriques de première importance en s'inspirant de pionniers français et américains (FOURNIER et HOULE, 1980; DUFOUR, FORTIN et HAMEL, 1991). S'intéressant à «l'habitant de Saint-Justin», Léon Gérin est profondément préoccupé des modifications dans l'organisation communautaire rurale et s'interroge sur la spécificité des solidarités qui y sont à l'œuvre (FALARDEAU, GARIGUE et GÉRIN, 1968). Sa sociologie des familles s'inspire des travaux de Frédéric LE PLAY, d'Edmond DEMOLINS et de Henri DE TOURVILLE qui partagent la conviction que les modes de reproduction familiale sont liés à des types de production de la société globale (CARRIER, 1960). «Le plus grand changement qu'ait connu le monde dans l'ordre naturel de la société [a été] la transformation de la famille patriarcale à la famille particulariste», disait l'abbé de Tourville, ce qui entraîne «le triomphe absolu de la vie privée. La vie publique est éliminée.» Pour Demolins, ce changement marque le passage d'une société où les membres s'appuyaient sur la famille et sur l'État à une société où «l'individu ne compte, pour s'établir, ni sur la communauté de famille qui est dissoute, ni sur l'État... Il ne compte que sur lui-même, sur son initiative, sur son énergie nécessaire pour réussir dans une profession indépendante»¹. La théorie du particularisme selon laquelle le progrès repose sur l'initiative individuelle a été l'objet de débats orageux au sein de la société canadienne-française (FOURNIER et HOULE, 1980, p. 24). Ce processus d'individualisation obligerait, selon plusieurs analystes, à l'adoption de stratégies de rattrapage pour contrer les effets de l'industrialisation et l'invasion du capitalisme étranger dans une société à formation communautaire (FALARDEAU, 1974, p. 148).

L'analyse de la vie sociale de Cantonville illustre bien cette «rencontre de deux mondes» et l'impact de la modernisation sur la société canadienne-française en crise d'industrialisation (HUGUES, 1972). Ce passage du rural à l'urbain est d'autant plus

1. Ces remarques sont extraites de l'article de Jean-Charles Falardeau commentant l'œuvre de Léon Gérin (FALARDEAU, GARIGUE et GÉRIN, 1968, p. 17-48). L'auteur fait référence à l'ouvrage de DE TOURVILLE et de DEMOLINS.

complexe qu'il se double d'une rencontre avec des industriels anglophones. L'expansion de l'économie de marché et du capitalisme industriel impose des emprunts culturels. La permanence et la stabilité de la société rurale et l'attachement à la terre devenaient un handicap à surmonter progressivement. Comme Park l'avait déjà indiqué, la ville est un ensemble de groupements de type secondaire reposant sur des relations d'intérêts, par opposition aux groupements de type primaire, fondés sur le sentiment et non sur la rationalité, caractérisant la société traditionnelle ou les sociétés non-urbanisées (LESSARD, 1972). Ainsi, avec la société moderne, la dynamique des relations primaires cède la place aux relations secondaires comme forme structurante de la socialité.

Les analystes de la société traditionnelle valorisaient grandement l'interdépendance écologique de la communauté avec le lieu, la terre, ainsi que la force déterminante des relations sociales primaires. Horace Miner dissèque méticuleusement ces processus dans sa monographie d'une paroisse entièrement rurale, celle² de Saint-Denis-de-Kamouraska (MINER, [1939], 1985). La stabilité de la communauté, les règles de cohésion sociale interne, l'adaptation au territoire fondent la solidarité du groupe paysan participant à la vie d'une société plus vaste. L'étude de Miner rend compte de la force des relations primaires, du cycle familial et de l'autosuffisance de la communauté locale dans le processus de régulation socio-économique. Dix ans plus tard, l'auteur constate comment le changement à Saint-Denis «se poursuivra dans la direction que nous avons indiquée d'abord, c'est-à-dire une dépendance croissante vis-à-vis de la civilisation industrielle environnante, avec tout ce que cela suppose» (MINER, 1985, p. 341). Entre-temps, l'étude avait été l'objet d'un débat en milieu universitaire révélant pour les uns une société de type communautaire (Léon GÉRIN, Jean-Charles FALARDEAU, Marcel RIOUX, Hubert GUINDON) et pour les autres une société de type particulariste (Philippe GARIGUE).

Ainsi, les premières études monographiques québécoises ont précisément tenté d'explicitier cet affaiblissement des solidarités traditionnelles basées sur des relations primaires et communautaires au profit de dynamiques particularistes construites sur des relations fonctionnelles et secondaires et sur des capacités individuelles d'initiatives définies par une rationalité moderne.

Plus tard, on constate comment la force de la communauté traditionnelle s'estompe progressivement même dans les zones les plus éloignées de la ville (RIOUX, 1954, 1957). La colonisation des régions périphériques a longtemps favorisé le maintien de la cohésion interne des petites communautés sans prise sur le monde «extérieur» occupé par le financier anglophone (VERDON, 1973). Mais, en même temps, la pénétration progressive de la mentalité urbaine provoque des différen-

2. Les termes de paroisse, village et municipalité sont souvent confondus ici pour parler de la communauté territorialisée. Pour une réflexion fondamentale sur la désignation précise des lieux, voir Louis-Edmond HAMELIN (1993).

tions majeures dans la structure socio-économique rurale (FORTIN, 1971). Le village québécois moderne est de moins en moins rural et devient progressivement une banlieue-dortoir où coexistent sur un même territoire, dans une même localité, des univers culturels bien différents. Les liens sociaux se modifient de manière accélérée. C'est à la fois la «fin d'un règne» (FORTIN, 1971) et la «fin d'une religion» (MOREUX, 1969) alors que la paroisse canadienne-française cesse d'être un lieu contraignant de pratiques collectives pour devenir le simple cadre d'expression des individualités. La nouvelle paroisse prend plus la figure expressive d'une masse, d'un agrégat d'individus que d'une communauté. On y reconnaît alors les caractéristiques de la «foule solitaire», et les différences entre les appartenances territoriales de ceux qui sont partis et de ceux qui sont restés tendent à s'estomper. Colette Moreux constate avec une certaine nostalgie comment la petite communauté devient «une sorte d'appendice encombrant des convulsions urbaines» (MOREUX, 1982, p. 11) même qu'il y a risque de «détruire la petite communauté qui, par ses "irrationalités", son caractère bricoleur et inégalitaire, est une offensive permanente à l'efficacité et au déterminisme modernes» (MOREUX, 1982, p. 12). Avec l'écroulement de la ruralité traditionnelle et de la petite communauté, des formes de solidarité s'estompent et, surtout, des modèles d'interaction sociale sont à inventer.

De nouvelles stratégies se déploient pour tenter de colmater les brèches dans les solidarités pendant les périodes intenses de «transfert de socialités» que furent les années 1950 et la Révolution tranquille, alors que la sociologie québécoise était en pleine effervescence, à la recherche des cadres nouveaux de notre société (DUMONT et MARTIN, 1963). Dans le même sens, plusieurs analystes tentent alors de promouvoir une sorte de troisième voie de développement, par l'élaboration d'une société de participation susceptible de mettre à profit la force des liens sociaux québécois. Pour certains, la région devient précisément ce lieu nouveau de communauté. «La région est une grande ville à faible densité» (FORTIN, 1971, p. 238). Cette façon particulière «d'être-ensemble» servirait de support aux solidarités élémentaires qui caractérisent la genèse et la survivance de la société québécoise.

Sans doute, beaucoup de sociétés ont reposé sur une intégration à la base. Mais au Québec les solidarités élémentaires ont assumé une fonction d'autant plus envahissante qu'a longtemps été absente toute espèce d'organisation représentative sur le plan local... Dépendance extérieure, sociabilité élémentaire: au cours de la genèse de la société québécoise, ces deux pôles connurent une tension telle qu'ils semblent s'être développés et consolidés de façon quasi autonome. Comment ne pas voir dans cette distance une entrave majeure à la formation de la nation et de l'organisation politique? (DUMONT, 1993, p. 325.)

En résumé, les recherches monographiques québécoises ont toujours insisté sur la force des solidarités territoriales, sur l'expression des relations primaires longtemps constitutives des communautés locales et sur les pressions exercées sur elles par l'urbanisation et l'industrialisation.

1.3 *La communauté située ou le territoire de solidarité*

Une caractéristique essentielle de l'étude monographique est d'obliger à une analyse de la société dans sa spatialité. Or, le renforcement contemporain des relations secondaires et fonctionnelles semble faire fi de la territorialité des relations humaines. Quelles sont les nouvelles bases de l'interaction sociale? Comment se construit la solidarité sociale nécessaire à la communauté? Certes, la convergence des intérêts communs, la dynamique des réseaux spécialisés constituent de nouvelles filières de solidarité. Il n'en demeure pas moins que la quotidienneté (comme unité de temps) et la proximité (comme unité de lieu) conservent leur importance pour comprendre l'interaction sociale. «C'est à partir du local, du territoire, de la "proxémie" que se détermine la vie de nos sociétés, toute chose qui en appelle également à un savoir local, et non plus à une vérité projective et universelle» (MAFFESOLI, 1988, p. 77). L'appréhension de cet espace et de ce quotidien peut nous permettre de mieux saisir la structuration du social (AUDET et BOUCHIKHI, 1993).

La recherche de permanence communautaire, de solidarité durable, de territorialité habitée est au cœur des résistances des communautés rurales aux prises avec des logiques marchandes qui compromettent leur maintien sur le territoire. La résistance territoriale, manifeste depuis vingt-cinq ans dans plusieurs villages québécois, peut fournir les éléments d'une réflexion critique sur l'organisation sociale contemporaine. La volonté populaire de maintenir des ancrages au territoire peut être comprise comme une dynamique de solidarité qui soutient le projet d'habiter l'espace rural, de «vivre quelque part», plutôt que comme le lieu d'expression d'une ruralité désuète construite sur le maintien de communautés traditionnelles restreintes. L'analyse monographique des communautés territoriales devrait nous permettre de dépasser les dichotomies rural / urbain et traditionnel / moderne pour interroger la fonction structurante de l'espace dans l'organisation de l'interaction sociale, pour comprendre davantage la nature des lieux anthropologiques contemporains. La référence à l'espace oblige ainsi à des considérations théoriques nouvelles au sujet de l'acteur territorial (Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec, 1993).

2. *Pratiques effectives de résistance territoriale*

«Vouloir rester», «être ensemble» sur un même territoire, «vivre quelque part» imposent des régulations territoriales et communautaires qui peuvent contrecarrer des logiques fonctionnelles de mobilité et de compétitivité des individus. Les pratiques collectives de résistance territoriale pourraient bien constituer à la fois une rupture et un dépassement par rapport à la logique d'organisation, d'agencement, de coordination, de régulation stratégique qui s'impose au nom de l'efficacité du système parce qu'elles obligent à remettre en cause les finalités mêmes de la société.

2.1 *Rester ici et y vivre*

On a amplement abordé la question des résistances populaires à la fermeture des villages, qui se sont manifestées dans l'Est du Québec durant la décennie 1970 (BANVILLE, 1977; GAGNON, 1981, 1985; DIONNE, 1983). Ces résistances sont exemplaires du passage de la société traditionnelle à la société moderne et des mutations des solidarités. De 1963 à 1966, le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ) a tenté de faire participer la population à une vaste expérience-pilote d'aménagement et de planification économique de toute la région. L'opération consistait précisément à favoriser la conversion de la société traditionnelle en société moderne: le mode de vie rural devenait désuet et il fallait structurer une nouvelle société régionale et urbaine (DIONNE, 1985). La mentalité traditionnelle ne permettait plus une intelligence des voies nouvelles de développement, et les petites communautés constituaient un handicap pour le déploiement de nouvelles activités modernes. Des stratégies d'industrialisation et d'urbanisation ont été mises de l'avant de manière à majorer les taux d'activités et de production régionale. Il importait alors de procéder à la modernisation des secteurs traditionnels et à une spécialisation fonctionnelle du territoire régional. Il fallait parvenir à un «équilibre rationnel» du rapport territoire-population-ressources en fonction de la région-plan, ce qui impliquait une transformation des structures économiques rurales encore quasi artisanales, une mobilité accrue de la main-d'œuvre, une modernisation des mentalités et une occupation plus rationnelle de l'espace régional. «La fermeture de certaines zones dont le potentiel de développement est presque nul et qui sont d'ailleurs en pleine désintégration constitue un corollaire de ce postulat de base» (BAEQ, Plan de développement, cahier 1, p. 111).

Mais il ne faut pas voir là l'œuvre du BAEQ seulement. La déstructuration de certaines zones rurales inquiétait déjà divers organismes régionaux. La décroissance démographique de plusieurs municipalités rurales de l'arrière-pays était déjà amorcée la mutation du milieu rural était déjà à l'œuvre. Au BAEQ, on voulait simplement rationaliser l'économie industrielle qui induisait un remodelage de l'espace québécois. L'affaiblissement des économies locales ne permettait plus des niveaux d'activités susceptibles d'occuper la main-d'œuvre libérée des secteurs traditionnels. L'initiative des individus ne pouvait pas combler les effets de la mutation économique. Les voies de l'industrialisation obligeaient à quitter certaines zones d'un territoire en voie de marginalisation.

Toutefois, les paroisses «marginales» résistent aux fermetures décrétées, la population refuse de partir. Les Opérations Dignité des années 1970 ne constituent pas uniquement une résistance à une programmation technocratique de planification régionale particulière. Il s'agit d'une lutte pour l'espace marquant le nouveau déploiement de l'État-providence (ROBERT, 1978). À la même période en Abitibi, des paroisses marginales se mobilisent autour de divers projets forestiers. Les résistants ruraux tentent d'élaborer des propositions de rechange en mettant de l'avant des

stratégies de développement rural intégré et des projets collectifs de petites productions. Plus encore, ils voulaient recréer des solidarités de base contre «la logique marchande qui aliène les rapports de l'homme à son espace vital, [qui] aliène l'homme-habitant» (SIMARD, 1981). Il s'agit à la fois de l'expression nostalgique de solidarités perdues et de l'expérimentation de nouveaux rapports communautaires. Jean-Jacques Simard notait alors trois aspects majeurs de cette quête d'une autre manière de «vivre ensemble»: pour les résistants, la *terre* appartient à ceux qui l'habitent; la *communauté* à maintenir à plus qu'une valeur d'échanges marchands; la population menacée valorise l'*autodétermination* de son propre développement face à la dépendance que crée la gestion étatique et les règles de l'économie marchande (SIMARD, 1981). La volonté de mettre sur pied diverses entreprises communautaires et de procéder à une gestion commune et intégrée des ressources du territoire engendre alors des expérimentations économiques et sociales de première importance.

L'éveil à des dynamiques endogènes et à des solidarités territoriales provoque de nouvelles mobilisations des communautés rurales. L'exemple du JAL dans le Témiscouata acquiert rapidement une valeur emblématique dans ces luttes pour un autre développement (DESCHÊNES et ROY, 1994). Des organismes de gestion en commun mettent de l'avant diverses pratiques de développement communautaire et dénoncent la mainmise de la grande industrie sur les ressources forestières. Diverses manifestations populaires sont organisées pour provoquer une prise de conscience des blocages au développement tout en accusant le gouvernement d'incurie ou d'incompétence pour son incapacité, voire son refus de contribuer à la recherche de solutions inédites qui contreraient l'affaiblissement des communautés locales. Nous connaissons mieux aujourd'hui la signification de cet exode continu des paroisses marginales qui, depuis près de cinquante ans, assistent presque impuissantes, à une destruction de leur tissu socio-économique; les effets d'agglomérations et les réseaux innovateurs des districts industriels répondent davantage aux besoins des économies mondialisées et rendent désuets certains territoires non performants (BENKO et LIPIETZ, 1992). L'affaiblissement des économies locales ne justifie plus le maintien de plusieurs communautés locales éloignées et compromet l'avenir d'un bon nombre de zones rurales québécoises. C'est cette nouvelle prise de conscience de la mutation rurale qui provoque la convocation des États généraux du monde rural en 1991 (VACHON, 1991). On analyse alors les effets pervers d'une logique de productivité qui engendre certes une croissance économique, mais risque aussi de compromettre la vie villageoise et communautaire. «Tant vaut le village, tant vaut le pays!» En amont et en aval de cet événement, divers mouvements ruraux s'inquiètent de l'avenir incertain et tentent de formuler des propositions de développement rural (Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent (1990), Ralliement gaspésien et madelinot (1991), Solidarité rurale de l'Abitibi-Témiscamingue, et tous les organismes régionaux de Solidarité rurale du Québec). Les leaders dénoncent la perte de pouvoir sur les ressources naturelles et le peu de contrôle sur les outils de développement rural

et régional. Les populations veulent s'affirmer sur un territoire qui soit un milieu de vie et non une simple région-ressources (DIONNE, 1992). L'exode rural qui se poursuit au tournant des années 1990 ne permet pas de résoudre une crise de l'emploi qui devient également dramatique en milieu urbain, compte tenu de la désuétude de l'économie industrielle. Les mobilisations territoriales s'étendent aux villes rurales des régions périphériques qui s'efforcent de maintenir leurs activités économiques. Depuis 1992, plusieurs manifestations populaires dénonçant la précarité des situations économiques régionales (blocage de routes, occupation de locaux, fermeture symbolique de commerces, dénonciation de transfert de bureaux gouvernementaux) s'organisent à Cap-Chat, à Amos, à Port-Cartier, à Saint-Clément, à Rouyn-Noranda, à Newport, aux Méchins, à La Rédemption, à Rivière-du-Loup... Certaines révoltes territoriales et villageoises contestent les formes actuelles de régulation sociale (DIONNE et KLEIN, 1995). Le cas du village de Saint-Clément (dans le haut-pays de Trois-Pistoles) nous semble particulièrement révélateur de la dynamique territoriale et communautaire : l'expression des solidarités primaires était au cœur de la lutte de résistance. La singularité de la situation de Saint-Clément peut ainsi donner prise à une réflexion fondamentale sur la solidarité territoriale (JAVEAU, 1989).

2.2 *Une résistance territoriale et communautaire : Saint-Clément*

Nous avons procédé durant trois ans (1993-1996) à une enquête monographique dans Saint-Clément, un village de la MRC Les Basques (Bas-Saint-Laurent), pour tenter de mieux comprendre le sens et la portée de la lutte que la population locale a menée à l'automne 1992 et à l'hiver 1993 afin de conserver son bureau de poste³. L'éventualité de fermeture du bureau de poste et le refus de la Société canadienne des postes (SCP) d'envisager de nouveaux scénarios pour son maintien, ont conduit la population à occuper l'édifice durant trois mois et à essayer d'en venir à une solution négociée. Ce cas permet de voir l'écart entre deux visions du développement, l'une communautaire, portée par une population locale inquiète de son avenir collectif, l'autre particulariste et fonctionnelle, véhiculée par une société d'État, (la SCP), préoccupée avant tout par l'accessibilité de chaque citoyen à un service de qualité et par l'efficacité d'une organisation fonctionnelle de qualité. Ces deux acteurs bien intentionnés développeront rapidement un rapport antagoniste, compte tenu des visées des uns et des autres, entraînant ainsi une escalade d'actions de résis-

3. L'étude monographique porte sur Saint-Clément (MRC Les Basques). Elle fut amorcée en 1993 à la suite de la résistance pour le maintien du bureau de poste. L'enquête de terrain qu'ont réalisée Raymond Beaudry et Hugues Dionne s'inscrit dans une recherche plus large financée par le CRSH (1993-1995), sous la coordination de Juan-Luis KLEIN et Hugues DIONNE : « Partenariat et développement local ». Nous remercions pour leur collaboration à la recherche monographique Marie-Josée Tremblay, étudiante à la maîtrise en développement régional, ainsi que Judith Lebel et Patricia Ouellet, étudiantes au baccalauréat en sociologie à l'Université du Québec à Rimouski.

tance de la part de la population locale, qu'il est difficile de comprendre si l'on s'en tient strictement à un premier niveau d'explication. Plusieurs des ex-membres du Comité de sauvegarde de Saint-Clément ont bien voulu nous épauler dans une recherche des significations camouflées au cœur d'une telle résistance. Notre collaboration s'est concrétisée dans la rédaction collective d'un livre, précisément afin d'assurer la mémoire de cette lutte et de dégager ensemble une interprétation de ces résistances territoriales et communautaires. C'est en élaborant ce récit de lutte avec les acteurs locaux que nous avons pu préciser ensemble l'importance de l'espace et des relations primaires à la base de cette mobilisation. Nous pouvions ainsi mieux cerner le caractère territorial et communautaire de cette détermination collective « à rester » et à vouloir habiter « quelque part ». En rappelant brièvement le déroulement de ces pratiques de résistance, nous pourrions plus facilement mettre en évidence une cohésion sociale et communautaire qui semble aller à l'encontre des logiques de régulation stratégique et fonctionnelle de la société particulariste contemporaine.

2.2.1 *Trajectoire de la résistance : quelques aspects monographiques*

Lorsque la Société canadienne des postes demande à la fin du mois d'août 1992 au Conseil municipal de Saint-Clément une rencontre pour l'informer du programme de conversion des bureaux de postes ruraux, plusieurs leaders de Saint-Clément soupçonnent alors les conséquences néfastes d'une fermeture et d'une privatisation du comptoir postal, compte tenu de la précarité de plusieurs commerces sans relève en milieu rural. Après des vérifications auprès de commerçants de certains villages environnants qui ont accepté les charges du comptoir postal, les leaders forment un comité de sauvegarde du bureau de poste afin de convaincre la SCP de modifier son approche et d'en arriver à une situation négociée mieux adaptée à la réalité du village. Les gestionnaires de la SCP refusent d'entreprendre une telle démarche de négociation et veulent uniquement consulter chaque citoyen du village sur sa préférence quant au mode de livraison du courrier. Le choix est le suivant : soit l'installation de casiers postaux à l'intérieur de l'édifice commercial où est localisé le service de vente postal (habituellement un « dépanneur »), soit l'installation à l'extérieur, au centre du village, de boîtes postales (multiples ou « communautaires »). Le comité de sauvegarde refuse de rester prisonnier de cette alternative et veut élargir le débat sur une gestion adaptée à la situation rurale, étant donné les dangers de perdre à long terme le service postal s'il est installé dans l'édifice d'un commerce local. Jugeant l'approche du comité de sauvegarde déraisonnable, les gestionnaires de la SCP veulent procéder de la manière habituelle, auprès du Conseil municipal. L'escalade des résistances est enclenchée...

Alors que les gestionnaires de la Société entendent mener un sondage individuel sur les préférences de livraison, le comité de sauvegarde fait valoir le caractère illusoire d'un tel choix et présente une pétition de la communauté manifestant sa volonté d'explorer de nouvelles avenues de solutions. Après une première assemblée pu-

blique à l'automne 1992, les agents de la SCP sont reconduits poliment aux limites du territoire du village. Le député fédéral dénonce l'attitude des citoyens de Saint-Clément et exerce des pressions auprès de la municipalité pour qu'elle manifeste plus « d'ouverture » au changement au nom de la « bonne volonté et du raisonnable ». Craignant un coup de force de la Société déterminée à fermer le bureau de poste, les membres du comité de sauvegarde occupent l'édifice le 5 décembre 1992 dans l'espoir de provoquer un règlement rapide. La résistance s'affermi à partir de cette bravade et la détermination de la communauté se manifeste dans une multitude de gestes symboliques (fête populaire, partie de sucre devant le bureau, réveillon des Fêtes à l'intérieur de l'édifice, manifestations dans diverses villes, barrage de routes...) centrés sur la détermination commune de mieux habiter son village grâce à un meilleur contrôle de son environnement. Les résidents de Saint-Clément redécouvrent la ferveur communautaire; les reportages des médias en font grandement état. Ce qui pouvait paraître traditionnel ou *folk* devenait pour les occupants l'expression d'une utopie de communauté et la quête d'une nouvelle manière d'être-ensemble. On reprenait contact avec les solidarités primaires, l'occupation révélant un certain plaisir de s'arrêter, de se retrouver, de se dire l'essentiel, de chercher un sens à l'humain, de redécouvrir un art de vivre. L'injonction demandée par la SCP vient mettre un terme à cette manifestation. Le 1^{er} février 1993, les occupants doivent quitter le bureau de poste et accepter les règles du jeu. Les gestionnaires de la Société veulent alors rencontrer à nouveau la population. À la surprise de la communauté villageoise déçue de tant d'incompréhension, ils refont exactement les mêmes propositions de consultation et reprennent le même discours qu'au début. Certains membres du Conseil municipal sont délégués pour tenter de négocier d'autres voies de solution. Ils apprennent avec surprise, en pleine séance de négociation, de la bouche même des gestionnaires de la SCP, que le propriétaire d'un commerce local vient de signer un contrat pour l'établissement d'un comptoir postal dans son « dépanneur ». La déception et la crainte de voir l'ancien bâtiment du bureau de poste délabré en plein cœur du village conduit le Conseil municipal à acheter l'édifice pour une somme symbolique. Quelques mois plus tard, le nouveau gouvernement fédéral déclare un moratoire sur la fermeture des bureaux de postes ruraux. Le Conseil municipal de Saint-Clément tente toujours d'activer le dossier, mais se heurte continuellement au même scénario: la Société canadienne des postes refuse d'envisager d'autres avenues. Depuis, la population vit cette situation comme une insulte à sa dignité et à sa capacité de décider de son propre avenir alors qu'elle aurait voulu négocier une solution valable pour « son » bureau de poste, acquis à travers les luttes fondatrices du village au siècle dernier.

2.2.2 *Les solidarités territoriales d'une communauté*

Le travail collectif de rédaction d'un livre associant intervenants et chercheurs a servi de prétexte à la fois à une évaluation de leurs pratiques par les acteurs eux-

mêmes et à une enquête sur les solidarités de base et le développement local. À quoi résiste-t-on en voulant se maintenir dans ces villages menacés ? Notre questionnement a été partagé avec les résistants et les démarches de réflexions se sont aussitôt organisées autour de la narration de la lutte de résistance. Après plus de cent heures de rencontres permettant à chaque participant de préciser sa version des faits, nous avons procédé à la narration détaillée des pratiques de résistance à la fermeture du bureau de poste. Ce « vécu » était enrichi de discussions collectives entre les chercheurs et acteurs locaux sur les significations d'une telle pratique dans la vie du village. Nous voulions mieux cerner les fondements de cette « quête de communauté » continuellement mise de l'avant au sein de la lutte pour le bureau de poste. La résistance dépasse en fait l'épisode de la lutte pour le bureau de poste et rend compte plutôt d'une sorte de nostalgie de communauté, mais surtout de l'importance des solidarités primaires à la base du développement. Il devenait possible de mieux apprécier l'importance du maintien et de la permanence des lieux qui deviennent garants de liens sociaux primaires à la base de la qualité de vie. Il fallait alors nous interroger sur le caractère « passéiste » d'une telle pratique revendicatrice alors que s'annonce une société future structurée à partir de « réseautages » a-territoriaux et de communications virtuelles. L'étude de la résistance territoriale constitue ainsi un nouveau « lieu » de réflexions et d'enquête pour tenter de mieux comprendre la dynamique du lien social et le rapport du monde social à l'espace. La lutte pour le maintien du bureau de poste est en fait exemplaire d'une lutte plus longue et plus lente pour la sauvegarde de lieux anthropologiques et de l'être-ensemble. La solidarité de base, la force des rapports communautaires, la fonction structurante des relations primaires, l'apport de la culture rurale engendrent des pratiques sociales qui deviennent dysfonctionnelles et subversives dans une société valorisant le particulier, l'individualisation des conduites concurrentielles et performantes et l'anonymat des relations secondaires. Les débats autour du passage à la modernité trouvent ici de nouveaux échos en abordant la place des relations communautaires dans l'organisation sociale de l'avenir et la logique déterminante des lieux humains à habiter. S'en remettre à la mentalité particulariste qui sélectionne les territoires à habiter uniquement en fonction de la capacité entrepreneuriale des individus et de la capacité concurrentielle de ces territoires reviendrait, à se soumettre à la reproduction sociale à caractère « organisationnel-décisionnel » qui évacue la finalité même de l'agir humain pour centrer uniquement le débat sur les capacités techniques de gestion de la complexité du développement (FREITAG, 1986). Le sens qui se dégage de cet entêtement villageois à rester fait continuellement référence, pour les acteurs locaux eux-mêmes, à une qualité de communauté à refaire. Il faut sans cesse bâtir la solidarité nécessaire à la survie du milieu. Évidemment, cette solidarité en élaboration continue est soumise à des pressions constantes des divers acteurs internes et externes au territoire villageois, et qui ont des intérêts différents. C'est au sein de ce croisement perpétuel des dynamiques endogènes et exogènes que se développe la logique communautaire. Il faut dépasser le discours redondant et banalisé de la « prise en main » et les impératifs univoques de la concertation économique et du

partenariat politique pour rendre compte de la charge sociétale camouflée derrière cette intention simple de « vouloir rester » et d'habiter son territoire. La détermination populaire à maintenir l'école ou le bureau de poste dans un village traduit un attachement au lieu, un enracinement au territoire qui peut paraître superflu eu égard aux impératifs de mobilité géographique inhérents au système social contemporain. Dans ce contexte, les espaces « perdants » deviennent objets de suspicion, incapables qu'ils sont d'engendrer un taux d'activités et d'occupations suffisant pour légitimer le maintien de services et de communautés locales (CÔTÉ, KLEIN et PROULX, 1995).

Les « habitants » de Saint-Clément ne refusent pas toute jonction à la société économique. Ils sont soumis à des conversions accélérées des structures d'emplois et à des chutes dramatiques de population depuis le milieu du siècle : en cinquante ans, une baisse des deux tiers de la population qui compte aujourd'hui 588 personnes. Par contre, le nombre de maisonnées est relativement le même. Cela dit, la population locale refuse de laisser réduire son existence et son maintien sur le territoire aux seuls critères marchands de localisation des activités humaines. La question « au nom de quoi faudrait-il partir ? » contient à elle seule un débat de société que la population de Saint-Clément a tenté d'engager. En affirmant leur refus de partir, les gens tentent de trouver un autre sens au fait de « vivre là », d'autres raisons communes que des motifs strictement économiques (DIONNE, 1989). Certes, la communauté locale profite de cette société marchande de consommation. Sans refuser les exigences de compétitivité, les leaders locaux tentent de faire valoir d'autres logiques pour légitimer le fait d'habiter sur le territoire et de s'y maintenir. L'idée même de « rester là » va à l'encontre de la logique actuelle de croissance économique fondée sur la mobilité des biens, des services, des capitaux et des personnes. La situation révèle cette disjonction de la communauté avec la société économique (PERRET et ROUSTANG, 1993). À plusieurs égards, le renforcement souhaité de la qualité des relations humaines fait beaucoup plus appel à l'esprit du don (GODBOUT, 1992) et à la coopération qu'à la concurrence des marchés. On récuse la définition de la situation comme celle d'un agrégat « d'initiateurs de projets économiques » en compétition. « On est tanné de se faire dire de se prendre en main ! On n'est pas uniquement des "machines à projet" ! » défendent certains résidents de Saint-Clément. Ils refusent le caractère restrictif de l'approche de l'entrepreneuriat souvent mise de l'avant par les organismes nationaux et régionaux d'encadrement du développement. En fait, ils dénoncent la vision unilatérale et simpliste de la « prise en main économique » qui fait porter le poids du mal-développement sur le manque d'initiatives des acteurs locaux sans considération des effets pervers des exploitations productivistes.

Vouloir « vivre là » est l'expression d'un défi quotidien qui a pris une forme dramatique plus évidente durant l'occupation du bureau de poste. Par contre, l'événement a nourri un débat fondamental de société, le choix d'une « manière de vivre ». Les dirigeants de Saint-Clément ont tenté d'en discuter avec les gestionnaires de la SCP, ce qui a toujours paru hors d'ordre pour la Société. La manière de vivre valorisée par la population de Saint-Clément met l'accent sur la richesse des relations

humaines mieux ancrées dans un même lieu. La valorisation de la personne, l'importance de la chaleur humaine, le calme et l'étendue des espaces, la richesse des contacts humains où on ne parlerait pas seulement de rentabilité deviennent des thèmes courants et spontanés de discussion lors de nos échanges avec les leaders locaux. « On refuse de vivre comme dans une banlieue » est l'expression de certains d'entre eux pour décrire le caractère artificiel et fragile des relations humaines soumises à des socialités éphémères toujours à refaire. On rappelle l'importance des relations primaires, face à face comme force de cette solidarité communautaire. C'est d'une communauté située et datée qu'il est alors question. Elle recouvre tout un système de solidarité ancré dans un territoire donné, sur un espace précis. Des auteurs vont même identifier ce style communautaire à une sorte de « vibration commune », un état humain d'empathie ou d'esthétique traduisant cette « subtile liaison existant entre le souci du présent, la vie quotidienne et l'imaginaire » (MAFFESOLI, 1993, p. 12). Tradition et postmodernité en viennent à se confondre dans cette quête commune d'une autre façon d'être-ensemble : deux dimensions d'une même critique de la société contemporaine en perte de finalité parce que construite sur une voie unidimensionnelle et instrumentale de la rationalité des moyens. La « société sans qualité » tente de survivre !

En dérogeant des « zones d'habitation permises » et en revendiquant le renforcement de solidarités communautaires, nous supposons que le mouvement de résistance oblige à dépasser une vision fonctionnelle marchande de l'usage des territoires et à chercher d'autres valeurs fondatrices de la société que la logique instrumentale (FREITAG, 1986). L'idéalisation abstraite et universelle porteuse de finalités collectives (ex. liberté, égalité, fraternité) s'estompant au profit d'une régulation opérationnelle de la complexité sociale à gérer, les résistances territoriales provoquent une quête de sens et un questionnement de la finalité de la vie sociale et humaine. Ainsi, au-delà de leurs revendications explicites pour le maintien de services ou la création d'emplois, les pratiques de résistance territoriale sont certes l'expression d'enjeux spatiaux, mais plus encore, elles visent le renforcement des autonomies collectives et la valorisation de l'être humain.

*

* * *

L'analyse de communautés « situées et datées », de par sa visée totalisatrice, peut nous aider à mieux cerner les dynamiques de relations sociospatiales constitutives de nos milieux de vie, de nos quotidiennetés. Nous avons vu comment les études monographiques ont voulu rendre compte de ce passage des solidarités primaires à des solidarités plus fonctionnelles alors qu'éclataient les lieux anthropologiques traditionnels. La modification des espaces d'interaction sociale remet alors en question les formes de solidarités primaires dans leur efficacité pour la société moderne. Nous avons vu comment les résistances territoriales acquièrent une exemplarité pour comprendre la relation de l'acteur à l'espace et les solidarités territoriales

à la base du développement. Ces luttes rurales pourraient bien nous éclairer sur l'importance des lieux anthropologiques pour le développement, alors qu'on nous annonce des configurations nouvelles du «cyberespace». La résistance de la population à Saint-Clément pour le maintien du bureau de poste acquiert une portée significative majeure. Cette lutte pour la sauvegarde d'un service public s'explique finalement par un refus de laisser compromettre l'avenir du village comme territoire expressif de solidarité et entité anthropologique territorialisée. Le message est d'autant plus important pour une société qui a de plus en plus de difficulté à se repenser comme totalité.

Les résistances territoriales et la manifestation des solidarités communautaires pour préserver la richesse des modes de vie contre ce que certains ont appelé l'économisme ambiant sont, pour nous, l'expression de la quête d'une nouvelle régulation sociale. Pour notre analyse, c'est la prise en considération de la pérennité des lieux qui devient importante, à savoir cette dynamique de socialité au sein d'un espace déterminé. Le lieu anthropologique est alors principe de sens (AUGÉ, 1992). D'ailleurs, les relations de gratuité ont souvent cet arrière-fond de proxémie obligée à base spatiale ou territoriale (RAFFESTIN, 1980). Dans ce cadre, les rapprochements à faire avec la recherche d'une nouvelle logique sociale qui donne plus de place à l'affectif, à la gratuité, au symbolique nous semblent de plus en plus pertinents (GODBOUT, 1992). Aujourd'hui, la marchandisation croissante du lien social est indirectement dénoncée par la continuelle invention de lieux de paroles, la recherche de pérennité des lieux, de densité humaine. C'est le signe d'un appauvrissement social que les tenants de l'idéologie du progrès avaient mal pressenti. Les résistances territoriales des populations marginalisées et exclues interrogent le rôle de l'espace dans la consolidation des tissus sociaux. Il faut simplement rappeler comment le territoire joue un rôle de conservatoire d'interaction sociale. Les sociétés contemporaines qui tendent à mondialiser leurs échanges économiques de biens et de services de plus en plus standardisés doivent continuellement composer avec des demandes de sens et de finalités susceptibles de renforcer les solidarités primaires. Il se pourrait bien qu'à travers des pratiques de résistances territoriales, nous assistions en fin de compte à une quête majeure des solidarités primaires nécessaires à la vie en société. Ce sont les fondements mêmes de l'«être-ensemble» qui se trouvent en question.

Raymond BEAUDRY

Hugues DIONNE

*Groupe de recherche sur le développement
régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ),
Université du Québec à Rimouski.*

BIBLIOGRAPHIE

- AUDET, Michel et Hamid BOUCHIKHI, *Structuration sociale et modernité avancée. Autour des travaux* 1993 *d'Anthony Giddens*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
- AUGÉ, Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil. 1992
- BANVILLE, Charles, *Les Opérations Dignité*, Sainte-Foy, Fonds de recherches forestières de l'Université Laval. 1977
- BEAUDRY, Raymond et Hugues DIONNE, « Recherche-intervention en communauté villageoise », *Nouvelles pratiques sociales*, 7, 2 : 140-154. 1994
- BENKO, Georges et Alain LIPIETZ (dirs), *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux* 1993 *paradigmes de la géographie économique*, Paris, Presses universitaires de France.
- BONETTI, Michel, *Habiter. Le bricolage imaginaire de l'espace*, Marseille, Hommes et perspectives. 1994
- BUSINO, Giovanni, « Critique du concept sociologique de "communauté" », dans *La permanence du passé*, 1986 Genève, Librairie Droz, 87-102.
- CARRIER, Hervé, *Le sociologue canadien Léon Gérin. Sa vie, son œuvre, ses méthodes de recherche*, 1960 Montréal, Bellarmin.
- CÔTÉ, Serge, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX (dirs), *Et les régions qui perdent... ? Tendances et* 1995 *débats en développement régional*, Rimouski, Chicoutimi et Montréal, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'interventions régionales et Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal.
- DEMOLINS, Edmond, *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?*, Paris, Firmin-Didot et Cie. s.d.
- DESCHÊNES, M.-A. et Gilles ROY, *Le JAL. Trajectoire d'une expérience de développement local*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec. (Témoignages et analyses, 5.) 1994
- DE TOURVILLE, Henri, *Histoire de la formation particulariste. L'origine des grands peuples actuels*, Paris, s.d. Firmin-Didot et Cie.
- DIONNE, Hugues (dir.), *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski. (Cahiers du GRIDEQ, 11.) 1983
- DIONNE, Hugues, « Le mouvement populaire en milieu rural : un certain parcours », dans : Bruno JEAN et 1984 Danielle LAFONTAINE (dirs), *Région, régionalisme et développement régional*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 137-170. (Cahiers du GRIDEQ, 14.)
- DIONNE, Hugues, *Animation sociale, participation populaire et développement régional : le cas du BAEQ*, 1985 Sainte-Foy, Faculté des sciences sociales, Université Laval. (Thèse de doctorat en sociologie.)
- DIONNE, Hugues, « Le développement villageois comme projet de société », dans : Christiane GAGNON, 1989 Juan-Luis KLEIN, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY (dirs), *Le local en mouvement*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'interventions régionales, 333-349.

- DIONNE, Hugues, « De la région-ressources à la région-milieu de vie : à la recherche de nouveaux partenaires », dans : Christiane GAGNON et Juan-Luis KLEIN (dirs), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'interventions régionales, 371-401. (Développement régional.)
- DIONNE, Hugues et Juan-Luis KLEIN, « Les villages face à l'État : de la révolte territoriale au développement local », dans : Alain-G. GAGNON et A. NOËL (dirs), *L'espace québécois*, Montréal, Québec / Amérique, 171-188.
- DUFOUR, Stéphane, Dominic FORTIN et Jacques HAMEL, *L'enquête de terrain en sciences sociales*. 1991 *L'approche monographique et les méthodes qualitatives*, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal. 1993
- DUMONT, Fernand et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales*, Québec, Presses de 1963 l'Université Laval.
- FALARDEAU, Jean-Charles, Philippe GARIGUE et Léon GÉRIN, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, 1968 Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- FALARDEAU, Jean-Charles, « Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec », *Recherches 1974 sociographiques*, XV, 2-3 : 135-165.
- FORTIN, Gérald, *La fin d'un règne*, Montréal, HMH. 1971
- FOURNIER, Marcel, « Un intellectuel à la rencontre de deux mondes : Jean-Charles Falardeau et le développement de la sociologie universitaire au Québec », *Recherches sociographiques*, XXII, 3 : 1982 361-385.
- FOURNIER, Marcel et Gilles HOULE, « La sociologie québécoise et son objet : problématiques et débats », 1980 *Sociologie et sociétés*, XII, 2 : 21-43.
- FREITAG, Michel, *Dialectique et société. Culture, pouvoir, contrôle. Les modes formels de reproduction de 1986 la société*, tome 2, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- FRIEDMANN, John et Clyde MITCHELL-WEAVER, *Territory and Function : The Evolution of Regional 1979 Planning*, Berkeley, University of California Press.
- GAGNON, Alain-G. (dir.), *Les Opérations Dignité : naissance d'un mouvement social dans l'Est-du- 1981 Québec*, Ottawa et Rimouski, Université Carleton et Université du Québec à Rimouski.
- GAGNON, Alain-G., *Développement régional. État et groupes populaires*, Hull, Les éditions Asticou. 1985
- GIDDENS, Anthony, *La constitution de la société*, Paris, Presses universitaires de France. 1987
- GODBOUT, Jacques T., *L'esprit du don*, Paris, La découverte. 1992
- GREFMEYER, Y. et I. JOSEPH (Textes présentés par), *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, 1990 Paris, Aubier.
- Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ), 1993 *Développement régional. Problématique et programmation de recherche du GRIDEQ*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec.
- GUINDON, Hubert [1960], « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », dans *Tradition, modernité et 1990 aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990 : 35-60.

- HAMELIN, Louis-Edmond, *Le rang d'habitat. Le réel et l'imaginaire*, Montréal, HMH.
1993
- HILLERY, G.A., « Definitions of Community : Areas of Agreement », *Rural Sociology*, 20 : 111-123
1955
- HUGHES, Everett C. [1934], *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada Français*,
1972 Montréal, Boréal Express.
- JAVEAU, Claude, « La richesse du singulier », *Société*, 6 : 229-241.
1989
- KLEIN, Juan-Luis, « Développement régional et espace local : vers une régulation territorialisée ? », *Revue
internationale d'action communautaire*, 22, 62 : 117-128.
1989
- KLEIN, Juan-Luis et Pierre-André TREMBLAY, « Les mouvements sociaux et leurs espaces d'autonomie : le
local renouvelé », *Nouvelles pratiques sociales*, 2, 1 : 99-111.
1989
- LAFONTAINE, Danielle, « Pour une théorie non-positiviste de l'espace », dans : Bruno JEAN et Danielle
1984 LAFONTAINE, *Région, régionalisme et développement régional*, Rimouski, Université du
Québec à Rimouski, 11-28. (Cahiers du GRIDEQ, 14.)
- LESSARD, Marc-André, « La sociologie urbaine de Robert Erka Park et les nouveaux défis écologiques »,
1972 dans : G.-E. BOURGOIGNIE (dir.), *Perspectives en écologie humaine*, Paris, Éditions Universi-
taires, 143-167.
- MAFFESOLI, Michel, *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris,
1988 Méridiens Klincksieck.
- MAFFESOLI, Michel, *La contemplation du monde. Figures de style communautaire*, Paris, Grasset.
1993
- MÉDARD, Jean-François, *Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis*, Paris,
1969 Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- MINER, Horace [1939], *Saint-Denis : un village québécois*, Montréal, Hurtubise HMH.
1985
- MOREUX, Colette, *Fin d'une religion ? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal,
1969 Presses de l'Université de Montréal.
- MOREUX, Colette, *Douceville en Québec : la modernisation d'une tradition*, Montréal, Presses de l'Univer-
1982 sité de Montréal.
- MORIN, Edgar, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard.
1990
- PERRET, Bernard et Guy ROUSTANG, *L'Économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration
sociale et culturelle*, Paris, Seuil.
1993
- POLANYI, Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard.
1983
- RAFFESTIN, Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC.
1980
- REDFIELD, Robert, *The Folk Culture of Yucatan*, Chicago, The University of Chicago Press.
1941
- RIOUX, Marcel, *Description de la culture de l'Île Verte*, Ottawa, Musée national du Canada. (Bulletin 133.)
1954

- RIOUX, Marcel, *Belle-Anse*, Ottawa, Musée national du Canada.
1957
- RIOUX, Marcel, *La question du Québec*, Paris, Seghers.
1969
- ROBERT, Lionel, « L'espace et l'État : politiques et mouvements urbains et régionaux au Québec », *Critère*,
1978 23 : 231-258.
- SIMARD, Jean-Jacques, « Les Opérations Dignité : luttes d'espace et nostalgie », dans : Alain G. GAGNON
1981 (dir.), *Les Opérations Dignité : naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec*,
Ottawa et Rimouski, Université Carleton et Université du Québec à Rimouski, 119-154.
- STACEY, M., *Tradition and Change ; A Study of Bandury*, Oxford, Oxford University Press.
1960
- TIÉVANT, Sophie, « Les études de "communauté" et la ville : héritages et problèmes », *Sociologie du*
1983 *travail*, 25, 2 : 243-257.
- TÖNNIES, Ferdinand, *Communauté et société*, Paris, Presses universitaires de France.
1946
- TOURAINÉ, Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.
1992
- VACHON, Bernard (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal, Boréal.
1991
- VERDON, Michel, *Anthropologie de la colonisation au Québec : le dilemme d'un village du Lac Saint-Jean*,
1973 Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- ZONABEND, Françoise, « Du texte au prétexte. La monographie dans le domaine européen », *Études*
1985 *rurales*, 97-98 : 33-38.
- ZUMTHOR, Paul, *La Mesure du monde*, Paris, Seuil.
1993